

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

L'Agasa fait son bilan

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LES administrateurs de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa) étaient en conclave, le 26 décembre dernier, à la faveur du 6e Conseil d'administration de cet établissement public. Les débats, portant essentiellement sur la forte augmentation des activités en 2019, étaient dirigés par le PCA, Jean Alexis Bourbo. La réglementation des métiers de l'alimentation de rue a été le premier point abordé. Parmi les actions y liées, figurent le recensement des acteurs et la formation sur les bonnes pratiques d'hygiène (BPH). L'initiative mise en branle dernièrement

par le directeur général de l'Agasa, Alia Maëva Bongo Ondimba, a permis de former plus de 1 500 restaurateurs de rue de Libreville, d'Owendo et d'Akanda. Le Conseil d'administration a également examiné le projet de mise aux normes des opérateurs. Lequel a motivé l'Agence à lancer le plan de maîtrise sanitaire du Centre d'appui à la pêche artisanale de Libreville (Capal), lieu de débarquement, de manipulation et de conservation des produits de pêche (PP). L'objectif principal est d'améliorer les conditions dans lesquelles se déroulent les différentes activités. Le renforcement du dispositif de veille sanitaire et phytosanitaire aux frontières est, lui aussi, passé au peigne fin. Pour réduire ou empêcher la commercialisation



Les membres du Conseil d'administration de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa). Photo: DR

des denrées alimentaires de mauvaise qualité, les actions diligentées par l'Agasa vont consister à former davantage les agents sur les procédures y relatives. Par ailleurs, le budget 2020, qui s'élève à 1 milliard 500 millions

de francs, a été voté à l'unanimité par les administrateurs. Lesquels ont, préalablement, donné quitus à celui de l'exercice 2019. Il convient de rappeler que l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa) a pour

mission de prévenir, évaluer et gérer les risques phytosanitaires, sanitaires et nutritionnels présents dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale, depuis leur production jusqu'à leur distribution.

Crefiaf: Nathalie Zuedzang porte la voix du Gabon

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

LA 18e réunion du comité régional de renforcement institutionnel du Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone subsaharienne (Crefiaf) s'est tenue dernièrement à Yaoundé au Cameroun. La Cour des comptes du Gabon était représentée par Nathalie Zuedzang, conseiller-Maître, représentant le Premier président de cette institution, Gilbert Ngoulakia. Lors de cette réunion, les participants, venus d'une quinzaine de pays et d'institutions internationales, ont débattu plusieurs points. Notamment, le projet de révision du budget 2020 du Crefiaf, l'examen des projets des plans opérationnels des commissions techniques et l'appropriation du processus de professionnalisation des auditeurs du secteur public. Mais aussi l'accompagnement des institutions supérieures de contrôle pour l'audition des projets nationaux financés par les bailleurs ou donateurs. En marge de cette rencontre dont



Le Conseiller-maître Nathalie Zuedzang.

le Gabon assure la vice-présidence, il s'est tenu la 1re réunion de la Commission de renforcement institutionnel et des questions de genre (CRIG). Les participants à ces assises ont recommandé, entre autres, que la commission technique prenne en compte les résolutions présentées par la commission en charge du renforcement des capacités professionnelles adressées aux chefs des institutions supérieures de contrôle. À savoir, le maintien des personnes désignées pour prendre part aux travaux sur la période 2020-2022, et une meilleure synergie d'action avec les commissions techniques.

RECRUTEMENT DE PERSONNEL

Le Cabinet PwC au Gabon, désireux de renforcer son service des ressources humaines, recherche un candidat ayant des compétences pour assurer les missions suivantes :

- Application de la stratégie et de la politique des ressources humaines de la Firme ;
- Gestion du personnel ;
- Application de la politique de recrutement et de gestion des carrières suivant les règles de la Firme ;
- Management des relations sociales et de la communication interne ;
- Supervision et/ou gestion de la paie ;
- Mise en place de procédures en matière sociale.

Le candidat recherché devra être titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur (Bac+5 minimum) en Gestion des ressources humaines et devra justifier d'une expérience de cinq (5) ans minimum à un poste similaire occupé au Gabon.

Le candidat devra, en outre, présenter les qualités suivantes :

- Capacité à identifier les priorités stratégiques et opérationnelles ;
- Excellentes qualités managériales et de communication ;
- Capacités à anticiper et à résoudre les problématiques posées ;
- Rigueur ;
- Dynamisme ;
- Maîtrise du pack Office (Word, Excel, Power Point, etc.).

Les dossiers de candidature devront comporter :

- Une lettre de motivation ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Une photo d'identité couleur ;
- Une copie du diplôme susvisé.

Les personnes intéressées par cette offre d'emploi sont invitées à déposer leur dossier de candidature ou à l'envoyer par email aux adresses suivantes, en précisant la référence :

Cabinet PricewaterhouseCoopers Tax & Legal
Rue Alfred Marche, B.P. 2164, Libreville
Téléphone : 011.76.23.71 Fax : 011.76.59.53
Email : recrutement.gabon@ga.pwc.com
Références : recrutement RH

La date limite de dépôt est fixée au 30 décembre 2019